

Ville de Bagnols-sur-Cèze  
Département du Gard - Arrondissement de Nîmes

**Délibération n° 003/2017  
du Conseil municipal  
Séance du 28 janvier 2017**

\*\*\*\*\*

**Date d'envoi des convocations**  
**et de l'Ordre du jour du Conseil municipal : 17 janvier 2017**  
**Nombre de Conseillers municipaux : 33**  
**Nombre de Conseillers municipaux présents : 28**  
**Nombre de Conseillers municipaux absents ayant donné procuration : 3**  
**Nombre de Conseillers municipaux absents : 2**

\*\*\*\*\*

L'an deux mille dix-sept, le 28 janvier 2017 à 9 heures, le Conseil municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle de réunion de l'hôpital de Bagnols-sur-Cèze, sous la Présidence de Monsieur Jean Christian **REY**, Maire.

**Conseillers municipaux présents** : M. Jean Christian **REY**, M. Jean-Yves **CHAPELET**, Mme Catherine **EYSSERIC**, Mme Emmanuelle **CREPIEUX**, M. Michel **CEGIELSKI**, Mme Ghislaine **COURBEY**, Mme Monique **GRAZIANO-BAYLE**, M. Rémy **SALGUES**, Mme Karine **GARDY**, M. Denis **RIEU**, Mme Ghislaine **PAGES**, M. Raymond **MASSE**, M. Anthony **CELLIER**, Mme Laurence **VOIGNIER**, M. Christian **SUAU**, Mme Aldjia **SAIDIA**, M. François **PENCHENIER**, Mme Christine **MUCCIO**, M. Philippe **BERTHOMIEU**, Mme Carole **BRESCHET**, Mme Murielle **ISNARD**, M. Serge **ROUQUAIROL**, Mme Claudine **PRAT**, M. Christian **ROUX**, Mme Yvette **ORTIZ**, M. Claude **ROUX**, Mme Anne-Marie **AYMERIC**, M. Jean-Pierre **NAVARRO**

**Conseillers municipaux absents ayant donné procuration** : M. Maxime **COUSTON** *procuration à JC REY*, M. Ali **Ouatizerga** *procuration à R. SALGUES*, M. Michel **AYMERIC** *procuration à A-M. AYMERIC*

**Conseillers municipaux absents** : M. Vincent **POUTIER**, M. Stéphane **PEREZ**

**Secrétaire de séance** : Jean-Yves **CHAPELET**

**Objet : Protection fonctionnelle d'un agent municipal**

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et notamment l'article 11 modifiée par la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996 – article 50 et par la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 – article 71 portant droits et obligations des fonctionnaires, la collectivité publique est tenue d'assurer la protection fonctionnelle de ses agents.

A ce titre, la commune est tenue de protéger les fonctionnaires contre les menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion de leurs fonctions, et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté,

Vu le courrier du 4 janvier 2017 de Monsieur David BACCONNIER demandant à la commune de Bagnols-sur-Cèze l'octroi de la protection fonctionnelle suite à outrage et violences par rébellion,

Vu la plainte déposée le 29 décembre 2016 auprès du Commissariat de Police,

Considérant que la commune doit se prononcer sur la demande de protection fonctionnelle formulée par cet agent,

Considérant qu'au regard des faits existants, l'agent n'a pas commis de faute personnelle pouvant remettre en cause son droit à bénéficier de la protection fonctionnelle,

Considérant que la commune doit donner autorisation à Monsieur le Maire pour prendre les actes afférents nécessaires,

Considérant que la commune doit fixer les modalités de sa mise en œuvre,

Considérant que cette question a été présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 18 janvier 2017,

**Le Conseil municipal décide à l'unanimité :**

- d'accorder à un agent municipal la protection fonctionnelle liée à ses fonctions suite à outrage et violences par rébellion,

- de fixer les modalités de cette mise en œuvre comme suit :

♦ Les honoraires de l'avocat du bénéficiaire de la protection fonctionnelle seront pris en charge par la commune sur présentation de facture détaillée avec, en annexe, la convention d'honoraire, après service fait. Aucune avance ne pourra être demandée.

Le paiement interviendra directement auprès de l'avocat choisi par l'agent. L'avocat concerné, ainsi que l'agent, devront chacun, individuellement, attester n'avoir reçu

ou ne recevoir aucun paiement ou remboursement de la part notamment d'une compagnie d'assurance au titre de la protection juridique personnelle.

- ♦ Les autres frais de procédure (déplacements, huissiers, ...) seront remboursés uniquement sur facture accompagnée de tout justificatif utile et sous réserve que les interventions de l'huissier soient pertinentes.
  - ♦ Une décision d'ordre judiciaire visant à classer sans suite une affaire rendra caduque l'octroi de la protection fonctionnelle.
  - ♦ En contrepartie des frais d'avocats et de procédure supportés par la collectivité, l'avocat reversera à la commune et l'agent municipal remboursera à la commune : les sommes versées en réparation du préjudice subi, l'indemnisation versée au titre des dommages et intérêts, les frais de procédures réglés par l'auteur de l'attaque par suite de sa condamnation.
- de donner délégation à Monsieur le Maire pour prendre tous les actes afférents nécessaires.

Cette somme sera prélevée sur le compte n° 6227-020 du budget en cours.

Fait et libéré à Bagnols-sur-Cèze le 28 janvier 2017

Pour copie conforme au registre,  
Bagnols-sur-Cèze le 28 janvier 2017